



## Support de cours du stagiaire

-----

# Outrage sexiste

### ACTUALITÉ

- La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur **prévoit à partir du 1er avril 2023.**
- **Art. 222-33-1-1 CP : Délit non puni d'une peine d'emprisonnement l'outrage sexiste aggravé**
- **L'ajout d'une nouvelle circonstance aggravante** : les faits sont commis en état de **récidive** légale par une personne déjà condamnée pour la contravention d'outrage sexiste.
- **L'extension à tous les mineurs**
- **Création d'une AFD et modification de l'article 21 CPP donc compétence du PM**
- **Abrogation de l'article 621-1 CP**
- Décret n° 2023-227 du 31 mars 2023 **contravention de la 5<sup>e</sup> classe pour outrage sexiste et sexuel codifié article R625-8-3 CP**

### L'OUTRAGE SEXISTE ET SEXUEL

#### DÉFINITION JURIDIQUE

##### Article R625-8-3 CP :

« L'outrage sexiste et sexuel consiste à **imposer** à une personne **un propos ou un comportement** à **connotation sexuelle ou sexiste**, qui **porte atteinte à sa dignité** en raison de son caractère **dégradant ou humiliant**, soit créé à son encontre **une situation intimidante, hostile ou offensante.**

## L'OUTRAGE SEXISTE/SEXUEL AGGRAVÉ

### DÉFINITION JURIDIQUE

#### Art. 222-33-1-1 du CP

**Est puni de 3 750 euros d'amende** le fait d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit créé à son encontre **une situation intimidante, hostile ou offensante**

#### **lorsque ce fait est commis :**

« 1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

« 2° **Sur un mineur** ;

« 3° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse est apparente ou connue de son auteur ;

« 4° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de son auteur ;

« 5° Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;

« 6° Dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs ou au transport public particulier ou dans un lieu destiné à l'accès à un moyen de transport collectif de voyageurs ;

« 7° En raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, vraie ou supposée, de la victime ;

« 8° Par une personne déjà condamnée pour la contravention d'outrage sexiste et sexuel et qui commet la même infraction en étant en état de récidive dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 132-11. »

| Lieu   | Auteur  | Victime   |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs</li><li>➤ dans un lieu destiné à l'accès à un moyen de transport collectif de voyageurs ;</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;</li><li>➤ Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice</li><li>➤ En cas de récidive</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Sur un mineur</li><li>➤ Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est <u>apparente ou connue</u> de son auteur</li><li>➤ Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de son auteur ;</li><li>➤ En raison de l'orientation sexuelle, vraie ou supposée, de la victime.</li></ul> |

## ARTICLE 21 CPP

Ils ont pour mission :

De seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire ;

De rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance ;

De constater, en se conformant aux ordres de leurs chefs, les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales qui leur sont propres ;

De **constater par procès-verbal** les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ainsi que **la contravention d'outrage sexiste et sexuel, le délit prévu à l'article 222-33-1-1 ».**

## LES PEINES ENCOURUES

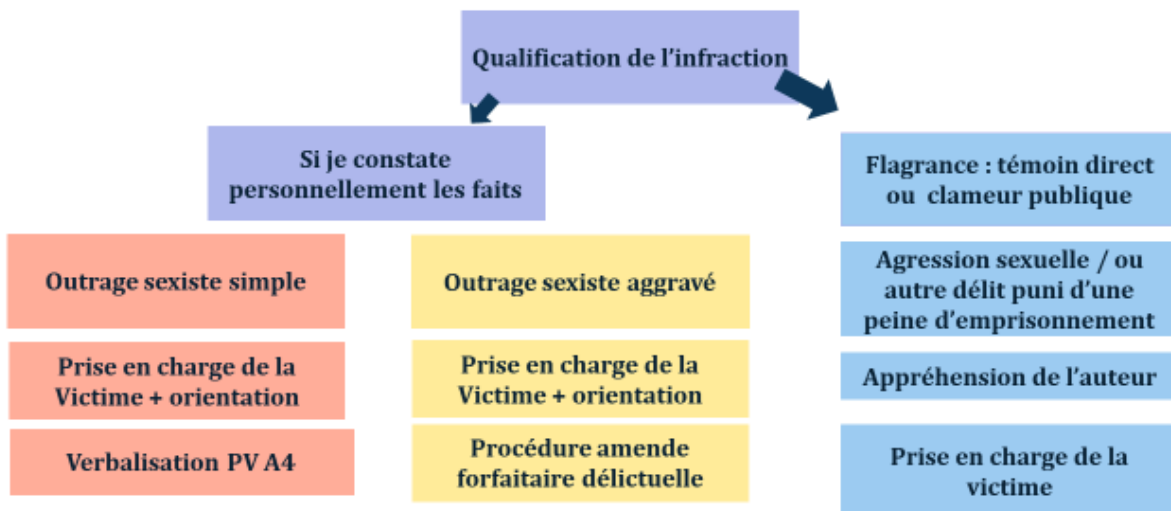
| Types d'infraction      | Peine encourue   |
|-------------------------|--|
| Outrage sexiste simple  | <b><u>Amende maximum 1500 €</u></b> (contravention 5 <sup>ème</sup> classe)<br>+ possible en amende forfaitaire : article 48-1 CPP : 200€ et 150€ minorée<br>+ possibilité <b><u>d'une peine complémentaire de stage</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• stage de citoyenneté tendant à l'apprentissage des valeurs de la République et des devoirs du citoyen,</li><li>• stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes,</li><li>• stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels ou stage de lutte contre le sexisme et de sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes</li></ul> |
| Outrage sexiste aggravé | <b><u>Amende maximum 3750 €</u></b> (délit non puni d'une peine d'emprisonnement)<br><b><u>Amende forfaitaire délictuelle 300€ euros (250€ minorée et 600€ majorée)</u></b>  |

## LES PEINES ENCOURUES

|   |   |   |
|---|---|---|
| OUTRAGE SEXISTE OU SEXUEL<br>SIMPLE                                     | CONTRAVENTION<br>Capacité de verbaliser                           | CONTRAVENTION DE 5 <sup>ÈME</sup> CLASSE        |
| OUTRAGE SEXISTE AGGRAVÉ   | DELIT<br>non puni d'une peine<br>d'emprisonnement<br>AFD possible | 3750 euros d'amende<br>AFD : 300€               |
| MENACES   | DELITS<br>puni d'une peine<br>d'emprisonnement                    | 6 MOIS d'EMPRISONNEMENT<br>et 22 500 € d'amende |
| EXHIBITION, ONANISME  |   | 1 AN d'EMPRISONNEMENT<br>et 15 000 € d'amende   |
| Agressions sexuelles (Baisers forcés,<br>mains aux fesses, frottements) |   | 5 ANS d'EMPRISONNEMENT<br>et 75 000€ d'amende   |
| VIOL  |   | 15 ANS de RECLUSION<br>CRIMINELLE               |

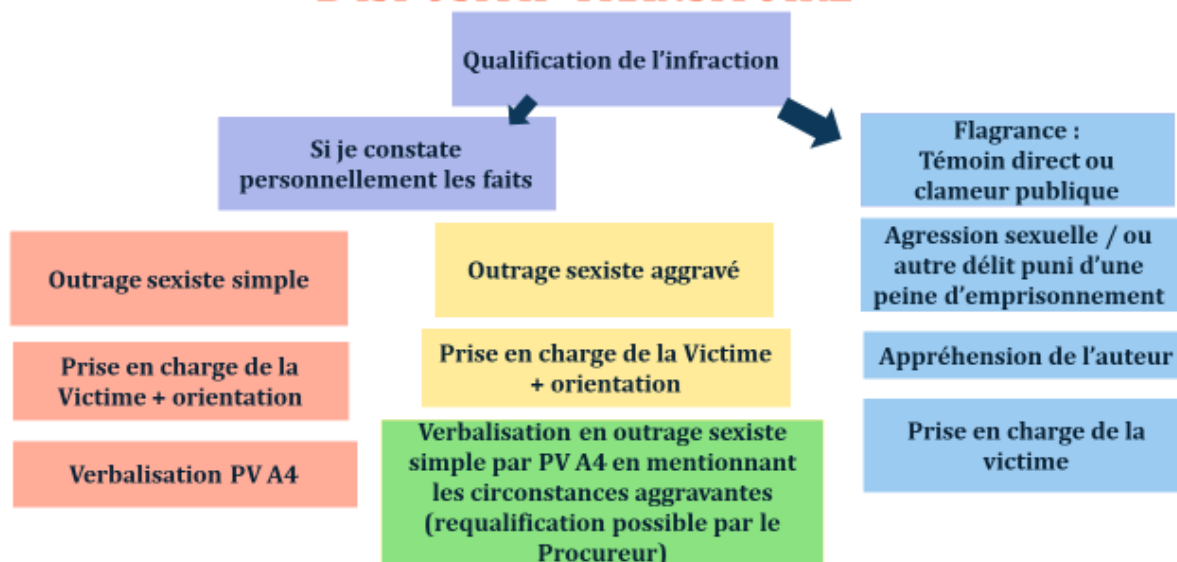
## PROCÉDURE EN CAS D'OUTRAGE SEXISTE OU SEXUEL

### LORSQUE LA PROCÉDURE AFD SERA MISE EN PLACE



La procédure de l'amende forfaitaire n'est pas applicable si le délit a été commis par un mineur

## DISPOSITIF TRANSITOIRE



## COMMENT ORIENTER LA VICTIME ?

### LES RESSOURCES

#### 1. LES NUMÉROS UTILES:

- NATIONALES**
- ☐ Numéro National d'Aide aux victimes : **116 006** de 9h à 19h 7j/7
  - ☐ Violences femmes info: **3919** (Gratuit et anonyme) 24/24 et 7j/7 depuis le 1<sup>er</sup> septembre
  - ☐ Viols femmes informations: **0800 05 95 95** Lundi au vendredi : 10h à 19h



- LOCALES**
- ☐ Les **services sociaux départementaux** (dans tous les arrondissements) : renseignements dans les mairies d'arrondissement et sur Paris.fr
  - ☐ Les **intervenants sociaux et psychologues en Commissariat** (Centre /10/11/12/13/14/15/16/17/18/19 et 20<sup>ème</sup> arrondissements)

## EXEMPLES POSSIBLES

|  |   |   |
|--|---|---|
| « Vous avez eu raison de venir me révéler l'agression dont vous avez été victime »   | → | <b>PRISE EN CONSIDÉRATION<br/>DE LA PAROLE</b>                  |
| « Vous n'y êtes pour rien »<br>« L'agresseur est le seul responsable »   | → | <b>DÉCULPABILISER</b>   |
| « La loi interdit et punit ces actes et propos »   | → | <b>REPLACER DANS UN<br/>STATUT DE VICTIME FACE<br/>À LA LOI</b> |
| « Vous pouvez contacter le 3919 pour être informée de vos droits et connaître les associations d'aide près de chez vous »<br>« Vous pouvez déposer plainte au commissariat de police et ou rencontrer l'intervenant social en commissariat » | → | <b>ORIENTER</b>   |



Ecole des Métiers de la Sécurité et de la Prévention - Janvier 2023

### PERMANENCES PHYSIQUES

#### Paris Aide aux Victimes (sur RDV):

- SITE PRINCIPAL : 12, rue Charles Fourier PARIS 13 – 01 45 88 18 00
- ANTENNE NORD : 22, rue Jacques Kellner PARIS 17 – 01 53 06 83 50

#### Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) :

17, rue Jean Poulmarch PARIS 10 – 01 83 64 72 01

#### Maisons de la Justice et du Droit :

- MJD PARIS NORD-EST - 15-17, rue du Buisson Saint-Louis 75010 Paris - 01 53 38 62 80
  - MJD PARIS SUD – 99 rue d'Alleray 75015 Paris - 01 45 45 22 23
- MJD PARIS NORD-OUEST - 16-22, rue Jacques Kellner 75017 Paris - 01 53 06 83 40

#### Points d'Accès au Droit :

- PAD 13<sup>ème</sup> - 33, boulevard Kellermann - 75013 Paris - 01 55 78 20 56
  - PAD 15<sup>ème</sup> - 22 rue de la Saida - 01 45 30 68 60
  - PAD 18<sup>ème</sup> - 2 rue de Suez - 01 53 41 86 60
- PAD 19<sup>ème</sup> - 53 rue Compans - escalier 48 - 01 53 38 62 30
  - PAD 20<sup>ème</sup> - 18 rue Ramus - 01 53 27 37 40

**En vue d'un dépôt de plainte : les Intervenants Sociaux en Commissariat :**

|  |                         |  |  |                                    |
|--|-------------------------|--|--|------------------------------------|
| <b>Amélie ZAKARI</b>                       | <b>Centre (1,2,3,4)</b> | Commissariat du centre<br>4bis-6 rue aux Ours  | <b>01.42.76.13.37</b>                          | amelie.zakari@interieur.gouv.fr    |
| <b>Isabelle GENTY</b>                      | <b>10<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 10 <sup>e</sup><br>SAIP<br>14, rue de Nancy  | <b>01.48.03.89.24</b><br><b>06.08.53.70.23</b> | Isabelle.genty@interieur.gouv      |
| <b>Poste vacant (recrutement en cours)</b> | <b>11<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 11 <sup>e</sup><br>12-14, passage Charles Dallery  |  |                                    |
| <b>Céline DITTE</b>                        | <b>12<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 12 <sup>e</sup><br>80, avenue de Dausmenil   | <b>01.44.87.50.44</b><br><b>06.37.98.22.41</b> | celine.ditte@interieur.gouv.fr     |
| <b>Alexia GLEYZE</b>                       | <b>13<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 13 <sup>e</sup><br>144, boulevard de l'Hôpital.  | <b>01.83.94.55.31</b><br><b>07.87.33.12.58</b> | alexia.gleyze@interieur.gouv.fr    |
| <b>Claire THEVENOUX</b>                    | <b>14<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 14 <sup>e</sup><br>114- 116, avenue du Maine   | <b>01.53.74.11.25</b><br><b>07.50.65.47.13</b> | claire.thevenoux@interieur.gouv.fr |
| <b>Cédric BIENFAIT</b>                     | <b>15<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 15 <sup>e</sup><br>250, rue de Vaugirard   | <b>01.53.68.81.48</b><br><b>07.77.81.00.99</b> | cedric.bienfait@interieur.gouv.fr  |
| <b>Nassima SAIDANI</b>                     | <b>16<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 16 <sup>e</sup><br>62 avenue mozart  | <b>En cours d'attribution</b>                  | Nassima.saidani@interieur.gouv.fr  |
| <b>Sareka PATEL</b>                        | <b>17<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 17 <sup>e</sup><br>19/21 rue Truffaut  | <b>01 44 90 37 77</b><br><b>06 08 17 98 32</b> | Sareka.patel@interieur.gouv.fr     |
| <b>Céline LEFEBVRE</b>                     | <b>18<sup>e</sup></b>   | Commissariat – SAIP (18 <sup>e</sup> )<br>(service d'accueil,<br>d'investigation et de proximité)<br>34, rue de la Goutte d'Or | <b>01.49.25.48.44</b><br><b>07.50.65.47.09</b> | celine.lefebvre@interieur.gouv.fr  |
| <b>Nadia OUMOUSA</b>                       | <b>19<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 19 <sup>e</sup><br>3-5, rue Erik Satie   | <b>01.55.56.58.22</b><br><b>07.77.81.01.08</b> | nadia.oumoussa@interieur.gouv.fr   |
| <b>Damien LECUYER</b>                      | <b>20<sup>e</sup></b>   | Commissariat du 20 <sup>e</sup><br>3-5, rue des Gâtines  | <b>01.44.62.48.08</b><br><b>06.40.70.91.41</b> | damien.lecuyer@interieur.gouv.fr   |

*Rappel : il n'est pas nécessaire de déposer plainte dans le commissariat compétent sur le lieu des faits et/ou du lieu de résidence de la victime*

**Des applications pour se sentir en sécurité et venir en aide : Hands away / App'elles / Sekura**